

Convention

relative à la continuité scolaire

et la réalisation d'activités sportives et

culturelles sur le temps scolaire



MINISTÈRE DE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE



Considérant la nécessité d'assurer l'accueil des enfants sur le temps scolaire pendant lequel les élèves ne peuvent pas être en présence de leur professeur compte tenu des mesures de distanciation à respecter **en raison de l'épidémie de covid-19 ;**

La présente convention est conclue ;

Entre :

- Le maire de la commune d'ARLES dont le siège se situe à Hôtel de Ville – BP 90 196 – 13637 Arles Cedex, représentée par Hervé SCHIAVETTI
- Le directeur académique des services de l'éducation nationale des Bouches-du-Rhône, agissant par délégation du recteur d'académie

Les parties conviennent ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les obligations propres à chacune des parties afin d'assurer localement l'accueil des élèves sur le temps scolaire par d'autres intervenants que leurs professeurs.

Elle est rendue nécessaire par les conséquences de la crise sanitaire et les mesures de distanciation qu'elle implique, afin d'organiser durant cette période exceptionnelle, l'accueil sur le temps scolaire des élèves qui ne peuvent être directement pris en charge par un professeur.

La participation des enfants à cet accueil est laissée à l'appréciation des familles.

Les modalités d'intervention des personnels intervenant pour le compte de la collectivité sont fixées en concertation avec l'équipe éducative.

En tout état de cause, les activités proposées se déroulent dans le cadre des règles sanitaires applicables.

Article 2 : Activités concernées

Les activités organisées par la collectivité dans le cadre de la présente convention s'inscrivent dans le prolongement des apprentissages et en complémentarité avec l'enseignement présentiel ou à distance.

Ces activités, qui participent de la resocialisation et du renforcement de la confiance en soi après la période de confinement, concernent notamment :

- la pratique sportive et la santé des élèves ;
- des activités artistiques et culturelles ;
- des activités en matière d'éducation au civisme et à la citoyenneté, notamment autour de la connaissance des institutions, des objectifs de développement durable et de la valorisation de l'engagement.

Elles doivent également respecter les principes de neutralité et de laïcité.

Une présentation, à titre indicatif, d'activités susceptibles d'être proposées aux élèves est jointe à la présente en annexe.

Article 3 : Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à organiser l'accueil des élèves dans le cadre des articles 1^{er} et 2.

Si l'accueil n'est pas organisé directement par la collectivité mais pour son compte par un autre acteur, la collectivité s'engage à assurer le respect de la convention par cet acteur.

La collectivité précise en annexe à la présente convention les caractéristiques de l'accueil qu'elle organise ou qui est organisé pour son compte et notamment :

- La liste des accueils maternels (moins de 6 ans) et élémentaires (6 ans et plus) ;
- Le nombre total de places ouvertes (moins de 6 ans/6 ans et plus) ;
- La typologie des activités éducatives ;
- La typologie des partenaires ;
- La typologie des intervenants.

La liste des personnes qui seront amenées à intervenir dans le cadre des activités concernées, mise à jour à chaque changement, est annexée à la convention.

Article 4 : Engagements de l'Etat :

Les services de l'Etat s'engagent à :

- assister la collectivité dans l'organisation de l'accueil, notamment par la mise à disposition d'outils et de ressources ;
- faire connaître auprès des familles l'engagement de la collectivité dans le dispositif.

Article 5 : Qualité des intervenants

Les parties s'engagent à vérifier l'honorabilité des intervenants bénévoles, notamment par l'interrogation du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAVIS).

Les intervenants exerçant sur le temps scolaire sont soumis au principe de neutralité, ils ne peuvent pas faire acte de prosélytisme, troubler l'ordre public ou porter atteinte au bon fonctionnement du service.

La collectivité s'engage à faire droit à toute demande des services de l'éducation nationale d'interrompre la collaboration avec un intervenant dont le comportement est incompatible avec le bon déroulement du service public de l'éducation.

Article 6 : Responsabilités

La responsabilité administrative de l'Etat est substituée à celle de la commune ou de son prestataire dans tous les cas où celle-ci se trouve engagée en raison d'un fait dommageable commis ou subi par un élève du fait de l'organisation ou du fonctionnement de l'accueil sur le temps scolaire.

L'Etat est subrogé aux droits de la collectivité, notamment pour exercer les actions récursoires qui lui sont ouvertes.

Le régime des accidents de service s'applique aux fonctionnaires en position d'activité ou de détachement ainsi qu'aux fonctionnaires stagiaires participants à ces accueils.

Les personnels non titulaires et les autres intervenants relèvent du régime des accidents du travail.

Les personnes bénévoles (parents,...) participant à ces activités sont considérées comme des collaborateurs occasionnels du service public.

Article 7 : Prise en charge des coûts

Le coût de l'accueil des enfants est plafonné à 110€* par jour et par groupe de 15 élèves. Le coût de la prestation est dû par les services de l'État à la collectivité sur la base du constat du nombre de groupes d'élèves accueillis par jour complet.

** Ce montant sera défini par le ministère de l'Éducation Nationale, sur la base du SMA (service minimum d'accueil)*

Article 8 : Durée de la convention

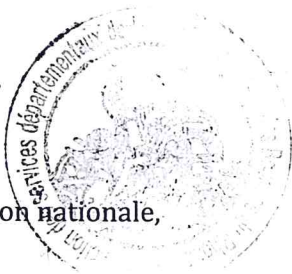
La présente convention est établie à compter de sa signature pour la durée restant de la présente année scolaire.

Article 9 : Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée par avenant.

A Arles, le 20 mai 2020

L'Inspecteur d'académie,
Directeur académique
des services de l'éducation nationale,



Le Maire d'Arles
Hervé SCHIAVETTI

Annexe à la convention

Liste des accueils maternels et élémentaires & nombre de places ouvertes :

39 ECOLES	Maternelle Elémentaire	Capacité accueil Maximale Selon protocole COVID19
Albaron Primaire	E	30
Alyscamps Elém	E	90
Amédée Pichot	E	165
Benoît Frank	E	180
Brassens Camus	E	240
Carletti Primaire	E	105
Cyprien Pilliol	E	165
Daudet Elém	E	90
Emile Loubet	E	90
Gageron Primaire	E	15
Gimeaux Primaire	E	56
Henri Wallon	E	181
Jules Vallès	E	150
Justamond	E	90
Le Sambuc Primaire	E	30
Louis Aragon	E	120
Marie Curie	E	102
Marie Mauron	E	90
Mouleyrès	E	55
Paul Langevin	E	166
Pergaud Primaire	E	60
Salin de Giraud	E	105
Yves Montand Primaire	E	75
Albaron Primaire	M	10
Alyscamps Mater	M	30
Anaïs Gibert	M	60
Bartavelles	M	40
Cantarelles	M	50
Carletti Primaire	M	30
Claire Fontaine	M	40
Daudet Mater	M	40
Gageron Primaire	M	10
Gimeaux Primaire	M	20
Jean Buon	M	40
Jeanne Géraud	M	30
Le Cloître	M	30
Le Sambuc Primaire	M	10
Li Farfantello	M	30
Louise Michel	M	40
Magnanarelles	M	40
Montmajour	M	50
Pauline Kergomard	M	50
Pergaud Primaire	M	20
Petit Prince	M	40
Victoria Lyles	M	50
Yves Montand Primaire	M	20

Soit un nombre maximum de places ouvertes de 3 230 élèves :

- 2450 enfants en élémentaires
- 780 enfants en maternelles

La capacité d'accueil a été définie en tenant compte du protocole (4m² par élève).

A ce jour, sur les 5004 élèves scolarisés dans le 1er degré, le recensement des familles fait état d'environ 20% d'intentions de retour à l'école.

Les locaux utilisés seront les locaux scolaires et les équipements sportifs en proximité des écoles.

Modalités d'organisation de l'accueil :

Le plan de reprise départemental arrêté par le Directeur académique des services de l'éducation nationale, a défini le protocole suivant : **les élèves seront accueillis deux jours par semaine : lundi et mardi ou jeudi et vendredi.**

Informée de ces modalités, la commune met en place pour les seules familles dont les deux parents travaillent en présentiel, une « **garderie éducative** » dans l'école les 2 jours où l'enfant n'est pas accueilli par les enseignants.

Néanmoins sur certaines écoles, compte tenu du nombre d'enfants inscrits, les enseignants accueilleront les élèves sur toute la semaine.

ACTIVITÉS ÉDUCATIVES PROPOSÉES PAR LA COLLECTIVITÉ:

- ☒ activités artistiques et culturelles
- ☐ activités scientifiques
- ☒ activités civiques et d'éducation à la citoyenneté
- ☐ activités numériques
- ☒ activités de découverte de l'environnement
- ☒ activités éco-citoyennes
- ☒ activités physiques et sportives

Le contenu précis des activités sera soumis à la validation de l'Inspectrice de l'Éducation Nationale.

PARTENAIRES ET INTERVENANTS :

La Ville va s'appuyer sur les acteurs habituels qui interviennent

- **dans le temps scolaire** via le Cahier Ressources des Actions Éducatives (convention EAC), les intervenants sportifs, l'éducation et prévention routière,
- **dans le temps périscolaire** au sein des ALAé (ACM agréé par la DRDJSCS pour le temps méridien et ACM du mercredi)

- **dans les temps extrascolaires** au sein des ACM agréés DRDJCS et des Centres d'Animations Sportives (CAS)

1 / Les acteurs du « Cahier Ressources des Actions Éducatives » coordonné par la Ville (*cf note ci jointe*) intervenant habituellement dans le temps scolaire sont sollicités pour intervenir dans le respect du protocole. A ce jour on répond favorablement pour participer :

les services municipaux :

La médiathèque
Le service de la culture
Le service éducatif du patrimoine
Le centre municipal d'éducation et de sécurité routière /
Le service environnement développement durable
La direction des sports et le service activités aquatiques

les institutions publiques et DSP

Le Parc Régional de Camargue

Les associations et fondations

Le Centre de la Résistance et de la Déportation
Les suds à Arles, partenaire du conservatoire
Le Méjan, partenaire du conservatoire
Octobre numérique

Cette liste peut être complétée par les actions déjà programmées dans le temps scolaire, lors de la commission de validation de septembre 2019.

2/ Personnels municipaux intervenant habituellement :

Direction des Sports :

Éducateurs ETAPS (MNS, Activités Physiques de Pleine Nature APPN, Projets sportifs dans les écoles)
Animateurs socio-sportifs intervenant habituellement dans les écoles

Service Action Éducative :

- ATSEM titulaires et vacataires avec CAP Petite Enfance pour les maternelles
- Animateurs diplômés BAFA, BPJEPS, intervenant habituellement en ALAé (ACM agréé par la DRDJSCS)

Intervenants du Cahier Ressources

- animateurs, médiateurs culturels, bibliothécaires des services municipaux participant au Cahier Ressources

3/ Intervenants associatifs avec conventionnement préalable Ville/Association

Organismes intervenant dans les ALAé (ACM agréés par la DRDJSCS)

ACA Athlétique Club Arlésien
Association Æ Fleur Peaux
Association TCR Tennis Club Raphèlois
Cap Loisirs Animation Culture
Domicil Form
Hbca

Liberté D'expres'son
Martingale
On Da Floor
Rca Rugby Club Arlésien
Richard Willy
Soa
Sport Provence Animation
Tennis De Table Arlesien
Tennis Parc Arlésien
Toporowski
Volley Ball Club Arlésien

Organismes intervenant préalablement avec la Direction Sports et Loisirs (CAS)

CIDFF, Centre information Droits des Femmes
DOMICIL FORM
Martingale (Ludothèque)
RCA, Rugby Cub Arlésien
TCR , Tennis Club Raphelois
TPA, Tennis Parc Arlésien
TTCA, Tennis de table Club Arlésien
VBA, Volley ball arlésien

ANNEXE à la convention

La reprise des cours dans les écoles, à la suite de la période de confinement due à l'épidémie du Covid-19, exige des modalités d'organisation particulières. La collaboration avec les collectivités territoriales, qui fait déjà l'objet de nombreux projets et d'interventions de personnels variés, offre de nouvelles perspectives pour compléter le travail en classe du fait des conditions sanitaires de reprise. A titre indicatif, et de manière non exhaustive, les activités suivantes sont susceptibles de s'inscrire dans le cadre du projet Sport, Santé, Culture, Civisme (2S2C). Leur organisation est, en tout état de cause, subordonnée au respect des règles sanitaires applicables.

1. Pistes d'activités en matière sportive :

Objectifs

- la remise en forme physique et psychologique et le lien avec l'éducation à la santé après une période de confinement ;
- l'enrichissement de la motricité et la reconquête d'une pratique corporelle et sensorielle ;
- la poursuite du travail engagé lors du confinement en non présentiel : apprendre à s'entraîner, construire des repères, préparer la rentrée prochaine ;
- le respect de la doctrine sanitaire au service de l'intérêt général (respect de règles communes pour tous) ;
- l'ouverture à d'autres activités sportives pour enrichir sa culture sportive.

Orientations

Des orientations peuvent être définies pour faciliter le choix des activités dans le respect de la doctrine sanitaire :

- Privilégier autant que possible les pratiques extérieures, en étant vigilant sur la distance entre les élèves lors de chaque atelier ou activité, lors des changements d'espaces de pratique, des départs d'activité, des déplacements des élèves pour y accéder, et des passages aux vestiaires. Si la pratique se déroule en gymnase, il conviendra d'assurer une distance importante entre les différents espaces de pratique et de systématiser les gestes barrières pour les élèves ainsi que le nettoyage du matériel entre chaque utilisation ;
- Favoriser les activités individuelles et éviter les sports collectifs : course individuelle ou parcours de motricité, préparation physique généralisée, yoga...

2. Pistes d'activités en matière artistique et culturelle

Objectifs :

Le confinement a réduit les possibilités d'accès à la culture et aux pratiques artistiques ainsi qu'à la diversité des expériences qui lui sont liées. Après une longue période, il aggrave particulièrement les inégalités dans les familles ne disposant pas de ressources culturelles suffisantes. Favoriser le retour à des pratiques artistiques et culturelles partagées, dans et hors l'Ecole, est une nécessité. La charte pour l'éducation artistique et culturelle établie par le haut conseil de l'éducation artistique et culturelle (HCEAC) indique que l'EAC permet aux jeunes de donner du sens à leurs expériences et de mieux appréhender le monde contemporain. Ce principe s'applique plus que jamais après 8 semaines de confinement.

Orientations :

Les activités culturelles et artistiques proposées sont subordonnées au respect des consignes sanitaires, notamment celles des gestes barrières nécessaires. Elles concernent tous les champs de l'art et de la culture avec une insistance toute particulière sur la rencontre avec des œuvres et des artistes et le développement de la créativité et de la pratique artistique. Pourront être menés tous types de projets permettant de répondre à ces objectifs (ateliers, résidences d'artistes, lectures, contes, création d'œuvres...).

De nombreuses ressources pourront être consultées, pour monter ces projets :

- Sur le site du ministère de l'éducation nationale : « Réussir le 100% EAC », avec les priorités pour 2020-2021 du ministère de l'Education nationale et du ministère de la Culture en matière d'EAC
- Sur le site du ministère de l'éducation nationale : « des activités pour les vacances scolaires en période de confinement », avec des idées de projets à mettre en place chaque jour
- Sur le site du ministère de la culture : « Culture chez nous », avec les ressources de plus de 500 partenaires culturels qui ont adapté leur offre au confinement

Dans chaque académie, des personnes ressources peuvent aider à mobiliser des ressources et concevoir des projets culturels

- Les inspecteurs de l'éducation nationale, les conseillers pédagogiques de circonscription et les conseillers pédagogiques en arts visuels et en éducation musicale, pour les écoles maternelles et élémentaires ;
- Les IA-IPR des disciplines principalement concernées, pour le second degré ;
- Les délégations régionales académiques à l'éducation artistique et à l'action culturelle, notamment pour les élèves du secondaire ;
- les directions régionales des affaires culturelles, pour leur fonction d'expertise et de conseil auprès des partenaires culturels et des collectivités territoriales dans tous les secteurs d'activité du ministère de la culture.
- L'ensemble des structures artistiques et culturelles présentes sur les territoires (Bibliothèques, conservatoires, musées, salles de spectacles et lieux de création, centres d'arts, cinémas....)

3. En matière d'éducation au civisme et à la citoyenneté :

Objectifs :

- Retisser des liens entre les enfants entre eux, et entre les enfants et les adultes, recréer un collectif d'activités et de travail, redonner du sens à la communauté après la crise, dans une approche mesurée et concertée au sein des écoles et établissements ;
- Engager les élèves dans une réflexion sur la solidarité, sur l'aide aux plus vulnérables ;
- Faire réfléchir au respect de l'autre et aux divisions qui ont pu être créées par la crise sanitaire (en partant de l'expérience des élèves, par exemple des enfants de soignants ayant reçu des lettres de menace, des enfants victimes de racisme anti-asiatique, etc.) ;
- Faire comprendre aux élèves le sens des règles qui doivent être respectées et qui garantissent le bon fonctionnement et la protection d'une société ;
- Faire réfléchir à la diversité des situations de confinement, aux conditions de vie (conditions de logement, contexte urbain/rural), aux inégalités que le confinement a révélées, aux rapports hommes/femmes (notamment la répartition des tâches) et parents/enfants ;
- Faire comprendre le rôle de l'État et des collectivités, notamment la commune, dans le fonctionnement de l'école ;
- Faire partager les objectifs du développement durable, autour des valeurs de respect de l'autre comme de respect de l'environnement.

Orientations :

- Proposer une initiation au droit et au sens des règles qui sont imposées dans cette période transitoire de levée du confinement (en partant notamment de la distanciation sociale encore imposée). Ressource proposée : parcours pédagogique Educadroit pour les 6-11 ans, 10 films d'animation suivis de quizz (<https://eduscol.education.fr/cid121015/educadroit-des-ressources-pour-comprendre-le-droit.html>) ;
- Sensibiliser les enfants aux droits fondamentaux de l'enfant ;
- Faire réfléchir au respect dû aux autres, dans un contexte où des réactions de défiance ou de rejet ont été observées. Ressource proposée : série de cinq films d'animation « Le racisme c'est pas sport », dans la collection des fondamentaux, accompagnés de fiches d'activités pour les élèves (<https://lesfondamentaux.reseau-canope.fr/discipline/instruction-civique-histoire-geographie/respecter-autrui.html>) ;
- Imaginer ensemble une action visant à aider/manifeste son soutien à des personnes vulnérables/dans l'environnement immédiat (message vidéo ou audio pour les pensionnaires d'un EHPAD, confection de dessins ou de petits objets à destination des personnes isolées ou des soignants) ;
- Favoriser les activités individuelles à des fins collectives et visant à renforcer le sens de l'appartenance à une communauté d'élèves, par exemple :
 - Composer une fresque avec un dessin par enfant. L'assemblage permet de composer un message ou un dessin ;
 - Fabriquer un drapeau géant à partir des dessins des enfants ;
 - Composer un abécédaire autour de termes liés aux valeurs de la République, à partir des lettres et dessins exécutés par les enfants.
- Proposer des activités individuelles à des fins collectives en matière de protection de l'environnement.